
La Turquie pas intéressée par l'Union Eurasienne pour le moment

Eurasianet.org / armenews.com - 3/12/2013

Après 26 années de frustration sur son offre de rejoindre l'Union européenne, la Turquie pourrait envisager de rejoindre un bloc régional rival dirigé par le Kremlin ? Peu d'observateurs pensent que cela est probable, mais ce n'est pas complètement hors de question.

À la fin Octobre, le Président Nursultan Nazarbayev du Kazakhstan a affirmé que le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait demandé de se joindre à l'Union eurasienne dirigée par Moscou, une solution de rechange à l'UE. Le projet dirigée par la Russie est envisagé comme l'évolution de la présente union douanière, qui relie le Kazakhstan, la Biélorussie et la Russie. L'Arménie a également récemment de rejoindre l'union douanière. Bien que le ministère turc des Affaires étrangères ait nié avoir reçu des offres sur une adhésion à une Union eurasienne potentiel, le commentaire de M. Nazarbaïev a réussi à faire tourner les têtes.

Pour le Kazakhstan et la Biélorussie, la Turquie dans une Union eurasienne pourrait fournir un contrepoids à Moscou, qui est considérée comme récoltant les gains économiques les plus important du bloc proposé. Mais « du point de vue de la Turquie, les choses sont plus complexes » a souligné le Dr Rilka Dragneva-Lewers, un professeur de droit à l'Université de Birmingham et spécialiste sur les pratiques d'intégration économique dans l'ex-Union soviétique. Située entre l'Orient et l'Occident, la Turquie a demandé l'adhésion à l'Union européenne, son principal partenaire commercial, depuis 1987. Après une pause de trois ans, les négociations d'adhésion ont redémarré avec l'UE le 5 Novembre. Pourtant, le chemin n'a pas été facile.

L'enthousiasme tiède dans l'UE pour faire de la Turquie un membre semble avoir refroidi encore dans le sillage de la répression de cet été sur les manifestants du parc Gezi . Le 19 Novembre, Reuters a signalé que les partis qui composent le gouvernement de coalition d'Allemagne voient les négociations comme « illimitées », sans aucune garantie d'éventuelle adhésion turque. Pour sa part, Ankara voit sa propre étoile montante au niveau régional, et semble parfois manquer de patience avec Bruxelles.

Dans ce contexte, flirtant avec un bloc commercial concurrentiel peut être considéré comme un moyen pour la Turquie de créer un effet de levier avec Bruxelles. Des liens économiques forts existent déjà entre la Turquie et la Russie - les échanges génèrent environ 35 milliards de dollars en 2012, selon les données officielles - et les entreprises turques ont une présence ferme au Kazakhstan et ailleurs en Asie centrale.

Le taux de croissance économique de la Turquie se ralentit - les prévisions sont de 4 pour cent en 2013, comparativement à 9,2 pour cent en 2010. Ce fait pourrait appuyer les dirigeants turcs en 2014 et au-delà pour essayer de développer le commerce vers l'Est comme un moyen de maintenir la dynamique économique suggèrent certains observateurs. Les points de blocage récents dans le dialogue en cours avec l'UE pourraient aussi encourager la Turquie à accroître son commerce avec l'Orient.

En outre, les responsables turcs craignent que les discussions entre l'UE, les États-Unis et le Japon au sujet de la mise en place des accords de

libre-échange pourraient pousser l'économie turque dans le froid. « Lorsque ces accords entreront en vigueur, les flux commerciaux des États-Unis et du Japon vers la Turquie seront détournés de « directement vers la Turquie » à « indirectement à la Turquie via les marchés de l'UE » a déclaré Dilek Yiğit, un expert des affaires européennes dans le département de la trésorerie sous le bureau du Premier ministre Erdoğan. Les exportations turques vers les États-Unis et le Japon pourraient également souffrir, a ajouté Yiğit, qui a parlé à titre privé. « Ce n'est pas une situation gagnant-gagnant ».

Bien Ankara n'ait pas reconnu publiquement un intérêt dans l'Union eurasienne, le ministre turc des Affaires étrangères Ahmet Davutoğlu a récemment commencé sur la pointe des pieds à réparer les liens avec l'Arménie. Un rapprochement serait nécessaire si les deux pays devaient devenir membres de la même alliance économique. Davutoğlu a déclaré qu'il a l'intention de se rendre en Arménie, mais n'a pas décidé s'il allait assister au sommet de la Coopération économique de la mer Noire à Erevan le 12 Décembre a rapporté le journal Zaman.

Bien qu'Ankara puisse être attiré par l'idée de l'Union eurasienne, il est peu probable que les autorités turques seraient prêtes à abandonner le rêve d'adhésion à l'UE, a noté un analyste des affaires turques, ajoutant que l'adhésion dans les deux groupes n'est pas tenable. « Avec cette décision, ils devront abandonner l'objectif [de l'UE]. Cela est presque impossible à imaginer » a dit Ali Yurttagül, un conseiller du groupe des Verts au Parlement européen.

Il a décrit l'impasse actuelle sur les accords de libre-échange comme « une période difficile temporaire » pour les relations entre la Turquie et l'UE. Les dirigeants turcs à l'heure actuelle ne ferment pas la porte à aucune option. « Nous serons actifs partout », a déclaré le ministre des Affaires étrangères Davutoğlu au Brookings Institution à Washington, le 18 novembre. « Personne ne peut ou ne pourra limiter notre vision ».
